

Rapport annuel 2021





RAPPORT

ANNUEL

2021

■ SOMMAIRE

CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	4
COMITÉ EXÉCUTIF.....	6
LES CHIFFRES CLÉS.....	7
RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE.....	10
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	21
RÉSOLUTIONS.....	23
DONNÉES FINANCIÈRES.....	25

■ CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Ousmane THIAM
Président du Conseil d'administration

Monsieur Dossogui KONÉ
Administrateur

Monsieur Léon Konan Edward KOFFI
Administrateur

Monsieur Abdoullah COULIBALY
Administrateur

Monsieur Amadou KANE
Administrateur

Monsieur Anatole Georges WILSON
Administrateur

Monsieur Niamé TRORÉ
Administrateur

■ COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaire : **Cabinet EXCO EGCC International** - Représenté par **M. Serge LEPOULTIER**
Suppléant : **SARECI** - Représenté par **M. Bourahima SIBY**

Titulaire : **Cabinet AE2C** - Représenté par **M. Boubakar KANTE**
Suppléant : **Cabinet SEC DIARRA** - Représenté par **M. Sékou DIARRA**



COMITÉ EXECUTIF



Seydou COULIBALY

Directeur Général Adjoint
Commercial



Daniel TOURE

Directeur Général



Assa DEH

Directrice Générale Adjointe
Administratif



Modibo Abdoulaye TRAORE

Directeur Juridique



Ousmane SOW

Directeur des Finances



Sara TOGOLA

Directeur de la Conformité



Mamadou Kolo KOUYATE

Directeur Ressources
Humaines



Hamzata Ag HAMID

Directeur des Opérations



Abdourahmane BEN GELOUNE

Directeur de la Clientèle
des Particuliers et
Professionnels



KONATE Safiatou BAMBA

Directrice Risques et
Contrôle Permanent



Ousmane TIMBO

Directeur Trésorerie



Boubacar MAIGA

Directeur de la Clientèle
des Entreprises et
Institutionnels



N'DIAYE Ramata BA

Directrice Achats
et Qualité



Jean Claude ASSAMOI

Directeur de l'Audit
Interne

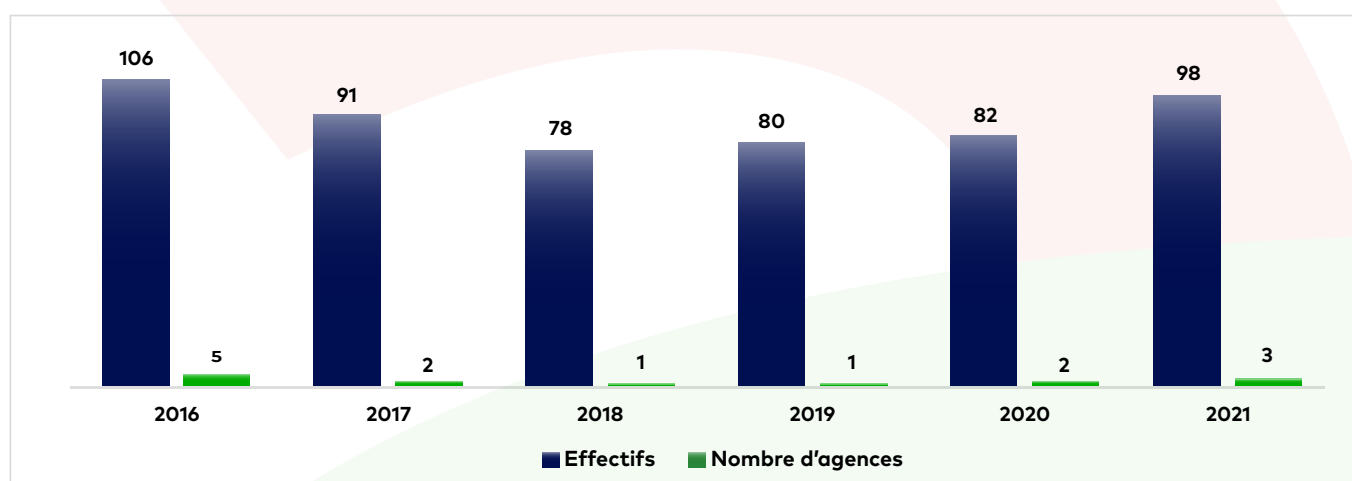


Maiga Madina DIARRA

Directrice des Engagements

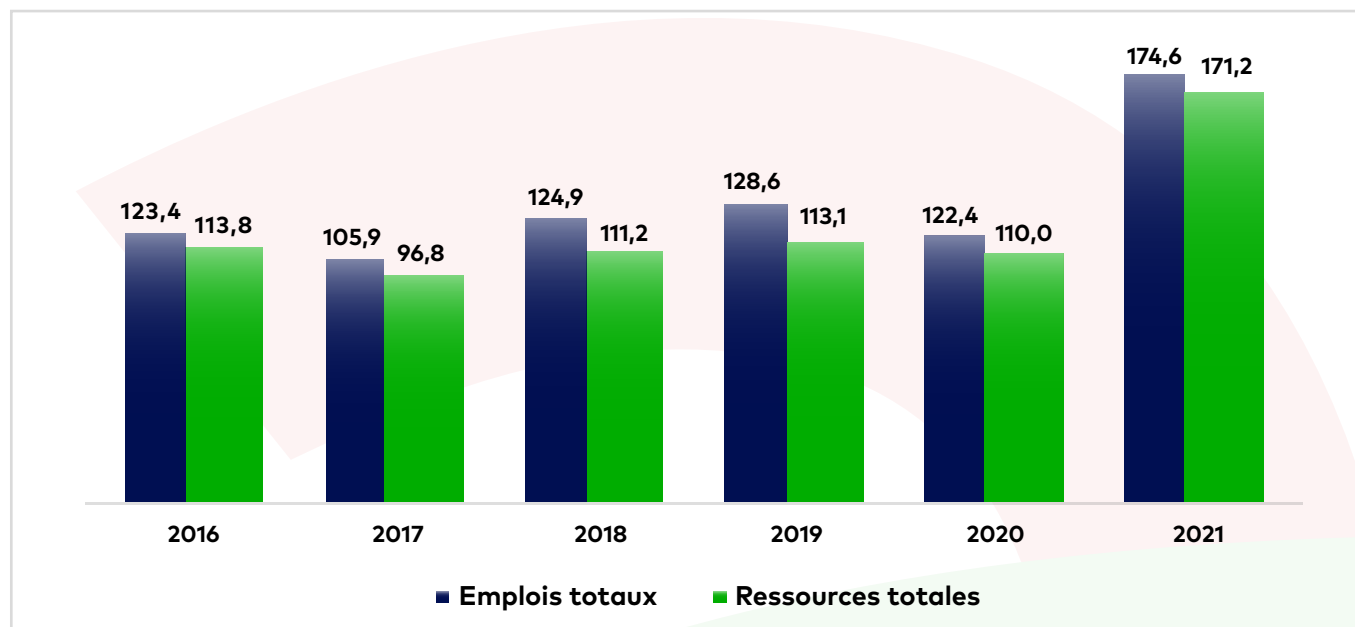
■ Chiffres clés

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Effectifs	106	91	78	80	82	98
Nombre d'agences	5	2	1	1	2	3

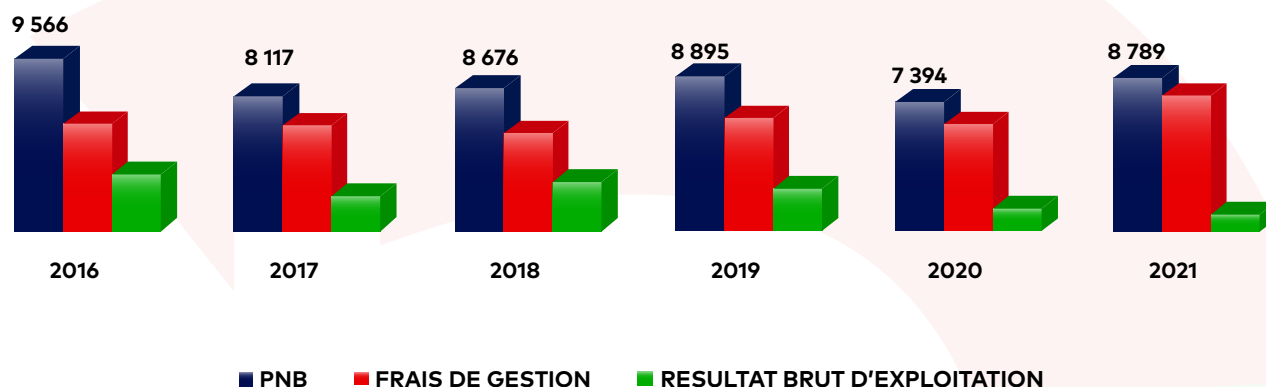


Activités (millions de FCFA)	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total bilan	131 957	114 204	130 886	132 858	127 499	187 602
Ressources totales	113 750	96 750	111 158	113 118	110 024	171 184
dont dépôt clientèle	93 501	76 508	85 915	75 278	79 310	123 374
Emplois totaux	123 364	105 937	124 852	128 647	122 349	174 646
dont crédits clientèles	77 704	75 615	85 765	93 725	76 529	108 263

■ Chiffres clés



Résultats (millions de FCFA)		2016	2017	2018	2019	2020	2021
PNB		9 566	8 117	8 676	8 895	7 394	8 789
Marge Nette d'Intérêts (MNI)		7 035	6 432	6 427	5 796	4 789	5 809
Commissions nettes		2 531	1 685	2 249	3 099	2 605	2 980
FRAIS DE GESTION		6 727	6 470	5 987	6 477	6 116	7 810
Frais généraux d'exploitation		6 141	6 026	5 987	6 143	5 753	7 175
Amortissement		586	444	418	334	363	635
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		2 839	1 647	2 689	2 418	1 278	979
Coût du risque		-530	-775	-199	-349	-1 061	-2 227
Autres résultats		-6	-288	-43	-36	330	4
RESULTAT NET AVANT IMPÔT		2 303	584	2 447	2 033	547	-1 244
Impôt sur le bénéfice (-)		-522	-13	-847	-678	-226	-121
BENEFICE		1 781	571	1 600	1 355	321	-1 365
Augmentation de capital		0	5 000	0	0	0	0
Dividendes		1 400	0	1 450	504	0	0



■ Normes prudentielles et Plan d'actions (en cas de non-respect)

ÉTAT DE CONFORMITÉ AUX NORMES PRUDENTIELLES 31/12/2021

Code DISPRU	Liste des normes prudentielles	Référence	Niveau à respecter	Niveau observé	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité					
RA001	Ratio de fonds propres CET 1	EP02	6,88%	10,14%	Conforme
RA002	Ratio de fonds propres de base T1	EP02	7,88%	10,14%	Conforme
RA003	Ratio de solvabilité total	EP02	10,38%	10,14%	Non conforme
B. Normes division des risques					
	Norme de liquidité	DEC2063	75%	116,0%	Conforme
	Norme de transformation	DEC2062	50%	33%	Non conforme
C. Ratio de levier					
RA005	Ratio de levier	EP33	3%	5,29%	Conforme
D. Autres normes prudentielles					
RA006	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	EP35	25%	1%	Conforme
RA007	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	EP35	15%	0%	Conforme
RA008	Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	EP35	60%	0%	Conforme
RA009	Limite sur les immobilisations hors exploitation	EP36	15%	0%	Conforme
RA010	Limite sur le Total des immobilisations et des Participations	EP37	100%	27%	Conforme
RA011	Limite sur les prêts aux actionnaires et aux dirigeants	EP38	20%	19%	Conforme

■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

■ L'ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE DU MALI

■ Situation Socio politique

■ La république du Mali a accédé à la souveraineté internationale le 22 septembre 1960 à la suite de l'éclatement de l'éphémère fédération constituée par le Soudan français et le Sénégal.

Vaste de 1 246 814 km² et peuplé de 21 millions habitants, il se situe au carrefour de plusieurs régions et de civilisations. Sa capitale Bamako compterait aujourd'hui près de 3 millions d'âmes.

Si depuis son indépendance, le pays a connu quatre changements non constitutionnels de pouvoir, force est de reconnaître que celui intervenu en 2012 à la suite de la crise libyenne a plongé le pays dans une crise multidimensionnelle dont celle sécuritaire qui n'a pu être jugulée par la MINUSMA créée à cette fin.

■ Une crise post-électorale en 2018 débouchera sur une nouvelle irruption de l'armée en Août 2020 puis en Mai 2021. C'est cette dernière qui engendrera une très profonde crise avec une grande partie de la communauté internationale. C'est notamment le cas avec ses partenaires traditionnels que sont la France et l'UE. Depuis le 09 janvier 2022, le pays est soumis à de sévères sanctions de la CDEAO et de l'UMOA, avec la fermeture des frontières avec les pays membres et le gel des avoirs à la BCEAO. Ces sanctions endossées par les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux du Mali et qui sont fortement contestées dans leurs fondements par les autorités de transition, sont très durement ressenties par les populations.

Cependant, les dernières évolutions des négociations entre les autorités maliennes et la CDEAO laissent penser qu'un accord de sortie de crise pourrait être trouvé lors des prochains sommets extraordinaires des Chefs d'Etat des institutions régionales, prévus le 03 juillet prochain. Un calendrier consensuel de retour à une vie constitutionnelle normale permettra la levée des sanctions qui impactent très durement l'activité économique du pays et des pays voisins.

■ Situation Economique

- Le Mali a une économie ouverte dans laquelle le commerce représente environ 65% du PIB du pays qui s'établissait à USD 17,4 milliards (Source : Banque mondiale, 2020). Les droits de douane sont relativement faibles (le taux de droit moyen appliqué est de 10 %) et il existe très peu d'obstacles juridiques ou réglementaires au commerce. Le Mali exporte principalement de l'or (72,9% des exportations totales en 2019 (source Comtrade) et une production d'environ 63,4t en 2021 pour des réserves réévaluées en 2022 à 822 tonnes), du coton (11,6%), du bétail et des engrais.
- Pour ce qui est des importations, elles sont constituées de produits pétroliers représentent (27% des importations totales), le ciment (4%), les médicaments et appareils électriques. Le pays est membre de l'OMC, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), dont l'objectif est de réduire les barrières commerciales par la création d'un marché commun. L'un des principaux objectifs du Mali était d'atteindre l'autosuffisance en matière de production céréalière et de devenir le premier fournisseur de céréales pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Cependant, bien qu'il ait obtenu des résultats satisfaisants, le Mali n'est pas encore devenu un exportateur net de céréales.
- La production de coton, en revanche, a augmenté au cours de la dernière campagne agricole, permettant au Mali de devenir le plus grand fournisseur de coton d'Afrique (environ 760,000 t). L'adoption de sanctions économiques par la CEDEAO et l'UEMOA début 2022, y compris un embargo commercial et financier et la fermeture des frontières, a un impact négatif sur le commerce. L'essentiel des exportations du Mali est destiné à l'Afrique du Sud (36,5% des exportations totales), suivie de la Suisse (35,6%), du Bangladesh (7,1%), de la Côte d'Ivoire (4,2%) et du Burkina Faso (2,8%). Le Sénégal (qui représente 22,5% des importations totales du Mali) est le premier fournisseur, suivi de la Chine (15,8%), de la Côte d'Ivoire (10,6%) et de la France (7,9%) (Source : Comtrade, dernières données disponibles).
- La balance commerciale du Mali est structurellement déficitaire et dépend largement des prix des produits de base. Selon les chiffres de l'OMC, en 2020, les exportations de marchandises du pays ont augmenté à USD 3,92 milliards (contre USD 3,68 milliards en 2019), tandis que les importations de marchandises ont baissé à USD 4,88 milliards (contre USD 5,13 milliards).
- Le Mali est également un importateur net de services : la valeur des importations de services commerciaux s'est élevée à USD 1,61 milliard, contre USD 542 millions d'exportations. Selon le gouvernement malien, malgré l'augmentation attendue de la production de coton en 2022, une baisse du prix de l'or contribuera à la détérioration de la balance commerciale. La facture des importations restera importante, en raison de la reprise de la demande intérieure et des prix élevés de l'énergie (source : Coface).

Foreign Trade Values	2016	2017	2018	2019	2020
Imports of Goods (million USD)	3,509	4,286	4,722	5,134	4,877
Exports of Goods (million USD)	2,538	2,896	3,584	3,675	3,923
Imports of Services (million USD)	2,419	1,323	1,394	1,532	1,605
Exports of Services (million USD)	435	441	486	672	542

Source : World Trade Organisation (WTO) ; Latest available data

■ Les indicateurs macroéconomiques : 3ème de la région, l'économie malienne affiche de bons indicateurs malgré le contexte

	1 Croissance économique	2 Principaux atouts macroéconomiques	3 Population
Le PIB ressort à 10,369 milliards FCFA (en 2021) PIB par habitant 927 \$USD (en 2021) Population 2020 20,9 millions d'habitant Déficit budgétaire -6,1 du PIB en 2020 Premier cheptel de l'UEMOA⁽⁷⁾ 9 millions de bovins Plus grandes réserves de Lithium en Afrique⁽⁷⁾	- Le Mali est la troisième économie avec l'une des plus stables de l'UEMOA - Le taux de croissance du PIB est de 5,1%. - Le déficit budgétaire s'est fortement détérioré, passant de -1,8% du PIB en 2019 à -6,1% du PIB en 2020 - Une dette extérieure et intérieure respectivement de 27,4% du PIB (29,9% en 2021) et de 24,4% du PIB (21,9% en 2021) et un ratio dette publique/PIB de 51,7% (51,8% en 2021).	- Le secteur minier et l'agriculture (coton) représentent le moteur de l'économie malienne Importantes ressources fruitières (mangues) et céréales (blé, mil, etc.) - Le Mali dispose du premier cheptel de la zone UEMOA (le bétail représente 10% des exportations) - Développement de l'énergie solaire représentant 25% de la consommation - Les principaux produits d'exportations sont l'or, le coton et les denrées agricoles. L'économie est fortement dépendante des aléas climatiques pour ses activités agricoles	Une population jeune : 74% des 20,9 millions d'habitants ont moins de 30 ans - La croissance moyenne de la population malienne est estimée à 3,2% (sur la période 2012-2020) - La population du Mali représente 16% de la population totale de la zone UEMOA - Un taux de chômage à 7,5% (21% chez les jeunes)
	Les exportations sont dominées par l'or (72,95% des exportations sont constituées d'or, 3ème pays exportateur d'or en Afrique). La contribution du secteur industriel à la croissance qui s'est améliorée (de 15,2% du PIB en 1990 à 20,3% en 2019) mais est restée faible comparée à celle de l'agriculture (40,1% en 2019) et des services (39,6% en 2019), en raison de la contribution limitée du secteur manufacturier (0,6% du PIB en 2019).		

■ Les perspectives d'évolution de l'économie en 2022 et au-delà : moteurs, risques, Opinion globale

■ Structurellement concentrée et insuffisamment diversifiée, l'économie malienne est fortement dépendante de l'extérieur et très exposée aux aléas climatiques. Elle confirme cependant sa résilience sur la période récente en dépit de multiples défis auxquels le pays fait face depuis 2012.

■ Fondées sur des statistiques antérieures à la mise en œuvre des sanctions décidées (09 janvier 2022) par la CEDEAO, les prévisions pour l'année 2022 étaient bonnes. En effet, le FMI anticipait pour 2022 un taux de croissance économique de 5,3%, une inflation de 3,6%, une dette extérieure et intérieure respectivement de 27,4% du PIB (29,9% en 2021) et de 24,4% du PIB (21,9% en 2021) et un ratio dette publique/PIB de 51,7% (51,8% en 2021). Aussi, le service total de la dette devait représenter 37,6% du budget de l'Etat hors dons en 2022 (26,7% en 2021). Les intérêts du service de la dette devaient pour leur part se situer à 7,1% du budget de l'Etat (5,8% en 2021).

■ Ces prévisions se basaient sur des cours mondiaux de matières premières à des niveaux exceptionnellement et durablement élevés ; la production et les exportations d'or poursuivant leur forte progression (64,1 tonnes prévues en 2022 Vs 63,4 tonnes en 2021).

■ Dans le secteur agricole, la campagne cotonnière 2021/2022 se solde par une production de près de 800 000 tonnes, permettant au Mali de retrouver sa 1ère place de producteur africain devant le Bénin.

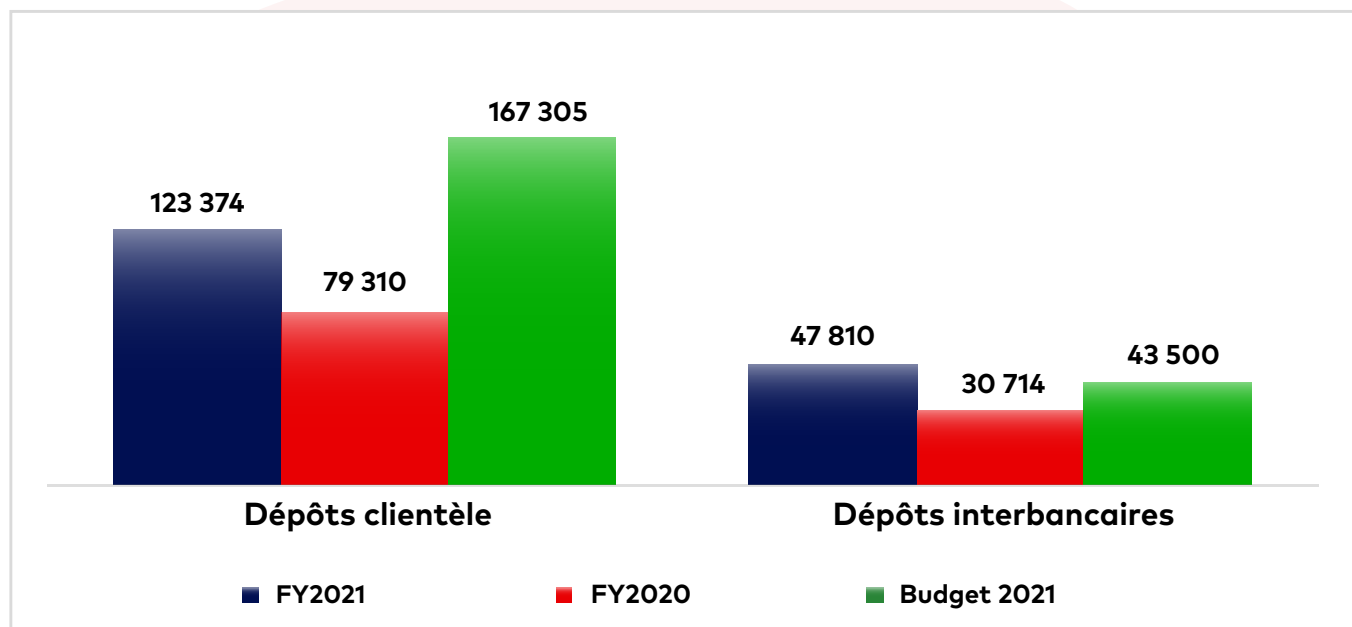
■ Faits marquants au titre de l'exercice 2021 :

Les principaux éléments qui ont marqué l'exercice 2021 sont les suivants :

- l'augmentation des encours de titres (Bons et Obligations du Trésor du Mali) qui sont passés de XOF 1.7 milliard en début 2021 à XOF 50.8 milliards au 31 décembre 2021 ;
- la réalisation en fin novembre 2021 de la migration de l'ancien Core Banking Atlas 2 vers FLEXCUBE et le déploiement d'une nouvelle solution monétique ;
- l'ouverture des comptes CBK et euros avec DELUBAC et USD avec BIAT suite à la fermeture des comptes ouverts dans les livres de la BNP ;
- l'Ouverture d'agences (2 agences Zone Industrielle et SUGUBA) et 4 cash points (Médine, Missabougou, Djélibougou et Dabanani);
- deux grèves du syndicat des employés de banques pour réclamer l'augmentation des salaires qui a paralysé les banques pendant plus de 2 semaines et une grève de l'UNTM ;
- des sanctions individuelles de la COBAC en Afrique Centrale aux administrateurs de la BACM qui ont été reprises par la Commission Bancaire d'Afrique de l'UMOA ;
- la structuration de AFG Holding avec le recrutement de plusieurs cadres dirigeants afin d'assurer la supervision et la conduite stratégique des activités des filiales ;
- la réalisation de la mission de vérification spécifique de la COBA du 06 au 22 décembre 2021 ; leur dernière mission datait de 2018.

■ LES PERFORMANCES DE LA BICIM

■ Point sur les ressources collectées au 31 décembre 2021

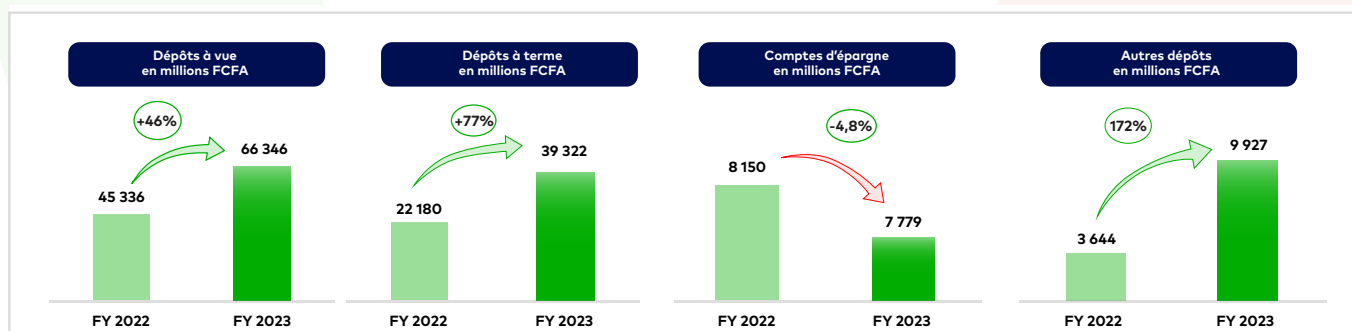


■ Ressources clientèle

■ Les dépôts clientèle au 31/12/2021 se chiffrent à XOF 123 374 millions contre un budget à date de XOF 167 305 millions, soit un taux de réalisation de 74%. En comparaison avec nos ressources clientèle au 31/12/2020 qui s'élevaient à XOF 79 310 millions nous enregistrons une hausse de XOF 44 milliards.

■ Cette hausse relative résulte essentiellement de la clientèle Corporate avec 86% d'augmentation et du Retail 18% par rapport au 31/12/2020.

■ Les dépôts clientèle en 2021 constitués de dépôts à vue, de dépôts à termes et les autres dépôts à plus de 94% ont connu une évolution positive tandis que les ressources d'épargne ont régressé de XOF 371 millions.

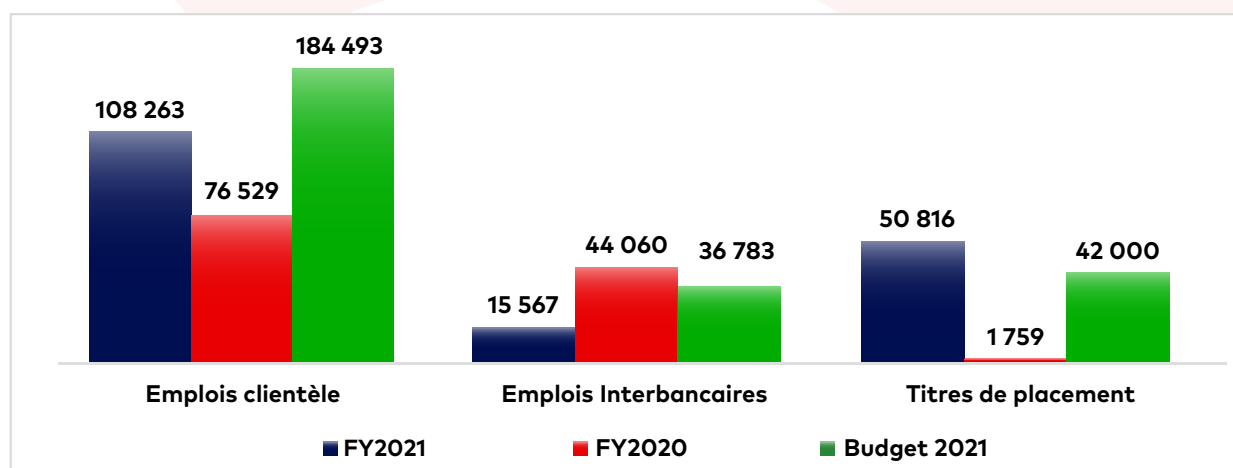


Ressources interbancaires

■ Les ressources interbancaires s'élèvent à XOF 47 810 millions au 31/12/2021 contre un budget à date de XOF 43 500 millions, soit un taux de réalisation de 110% par rapport à l'encours des ressources interbancaires au 31/12/2019 qui se situait à XOF 30 714 millions, nous enregistrons une hausse de 56%. Cette évolution s'explique par l'importance du refinancement BCEAO (XOF 42 012).

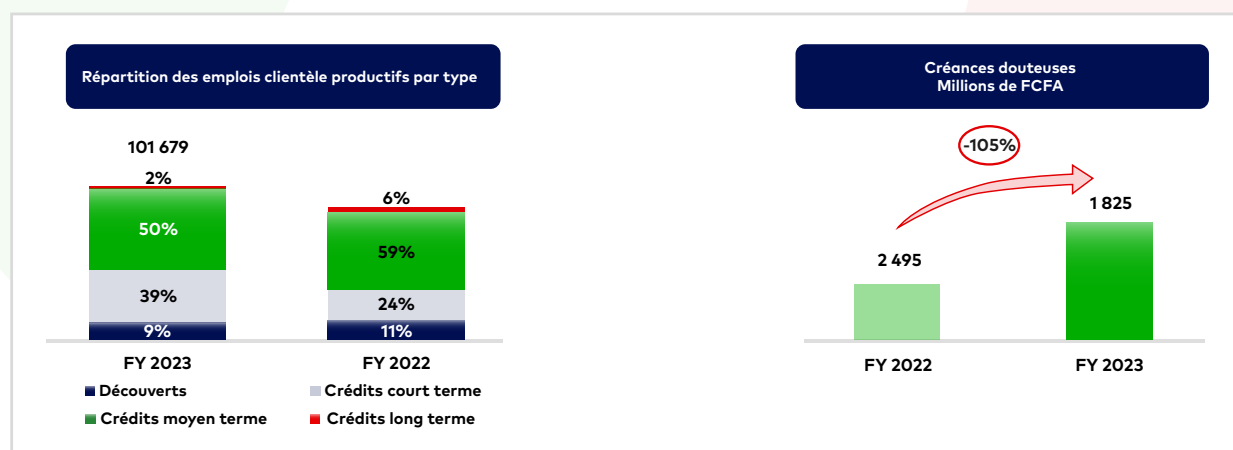
■ Au 31/12/2021, le coût des ressources clientèle augmente de 0,24 points passant de 1,31% en 2020 à 1,55%.

Point sur les emplois au 31/12/2021



Emplois clientèles

■ La crise sanitaire, la crise socio politique et la mauvaise campagne cotonnière ont limité la collecte de ressources et réduit la distribution de crédit. Ainsi, les crédits à la clientèle s'élèvent à XOF 108 263 millions au 31/12/2021 contre un budget à date de XOF 184 493 millions, soit un taux de réalisation de 59%. En comparaison avec nos emplois clientèle au 31/12/2020 qui s'élevaient à XOF 76 529 millions, nous enregistrons une augmentation de 41%.



■ Les créances productives sont constituées en majorité de crédits à moyen et court terme (89% en 2021 et 83% en 2020). Le taux brut de dégradation de notre portefeuille de crédits se situe à 10% au 31/12/2021 contre un taux de dégradation de 8% au 31/12/2020, soit une détérioration de 2 points. Cela s'explique par le déclassement des encours de la CMDT et de ZED.

■ Emplois interbancaires

■ Nos emplois interbancaires s'élèvent à XOF 15 567 millions au 31/12/2021 contre un budget à date de XOF 36 783 millions, soit un taux de réalisation de 42%. En comparaison avec l'encours des emplois interbancaires au 31/12/2020 qui se chiffrait à XOF 44 060 millions, nous enregistrons une baisse de 65% qui s'explique par le remboursement du prêt BICIG de XOF 20 000 millions et la baisse de l'encours du compte nostro BICIG.

■ Titres de placement

■ Le portefeuille titres de placement se chiffre à XOF 50 816 au 31/12/2021, soit une augmentation de 49 milliards par rapport au 31/12/2020 (achat des OAT de relance du Mali).

■ Le taux de rendement moyen des actifs clientèle se situe à 6,7% au 31/12/2020 contre 6,4% au 31/12/2019, soit une hausse de 0,14 points de base.

■ Aussi, nous notons une augmentation du total bilan de 47% avec un taux de réalisation de 69% du budget.

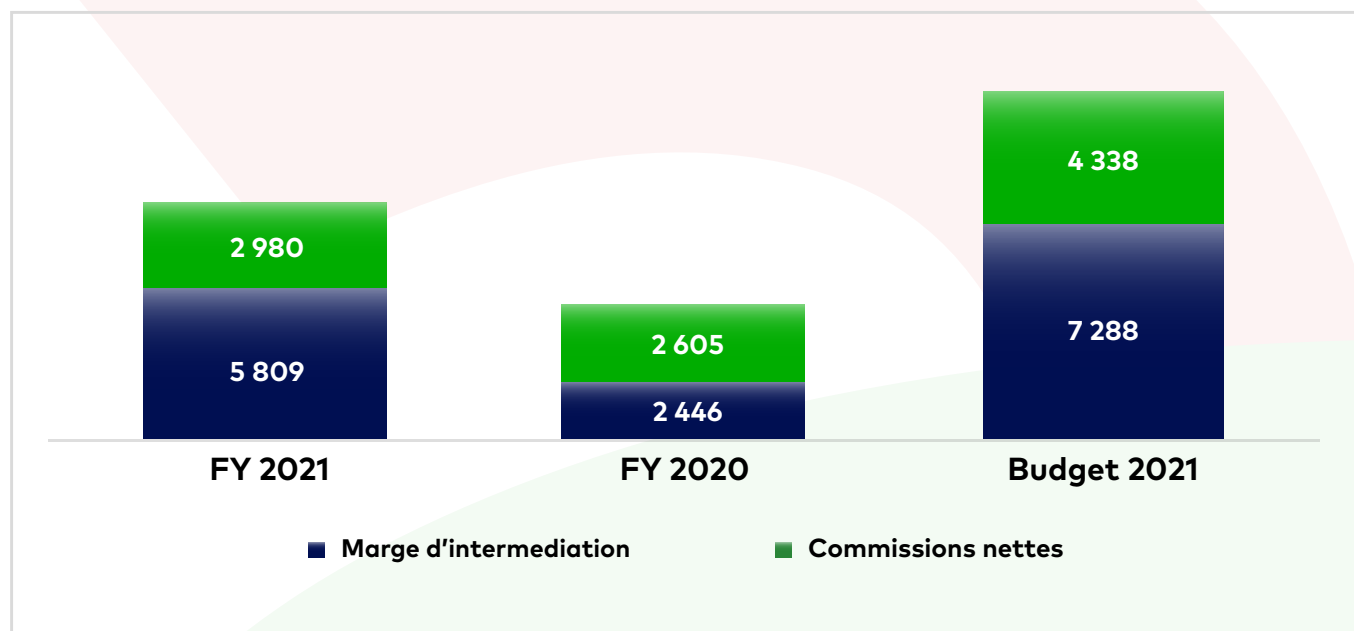
■ Evolution du Produit Net Bancaire

	Réal. 31/12/2021	Budget 2021	% Real.	Réal. 31/12/2020	% Evol.
Total bilan	8 789	11 626	76%	7 394	19%
Marge Nette d'intérêts (MNI)	5 809	7 288	80%	4 789	21%
Commissions	2 980	4 338	69%	2 605	14%

■ Le Produit Net Bancaire de la BICIM se chiffrant à XOF 8 789 millions (76% du budget) connaît une progression de 19% par rapport à l'année 2020.

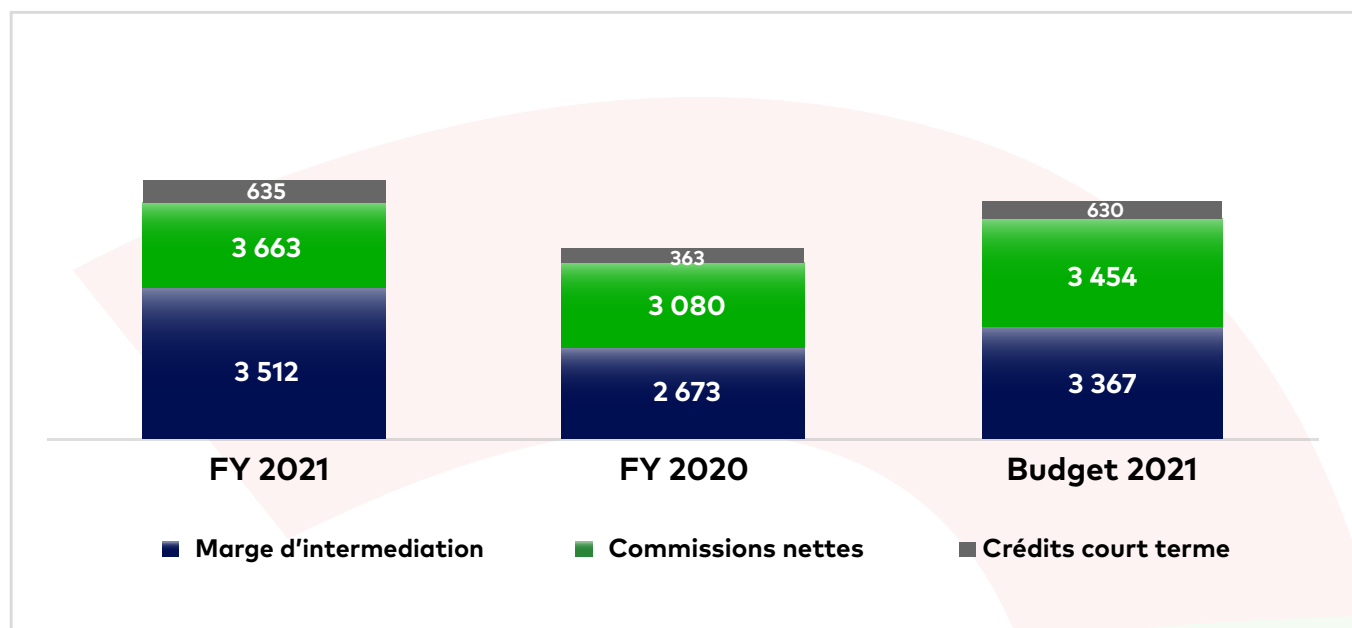
Cette augmentation du Produit Net Bancaire (PNB) s'explique par :

- une hausse de la marge d'intermédiation de XOF 1 020 millions due aux produits sur capitaux clientèle et des revenus sur titres qui ont évolué de XOF 650 millions et de XOF 1 399 millions respectivement,
- une augmentation des commissions nettes de XOF 367 millions.



■ Evolution des charges d'exploitation

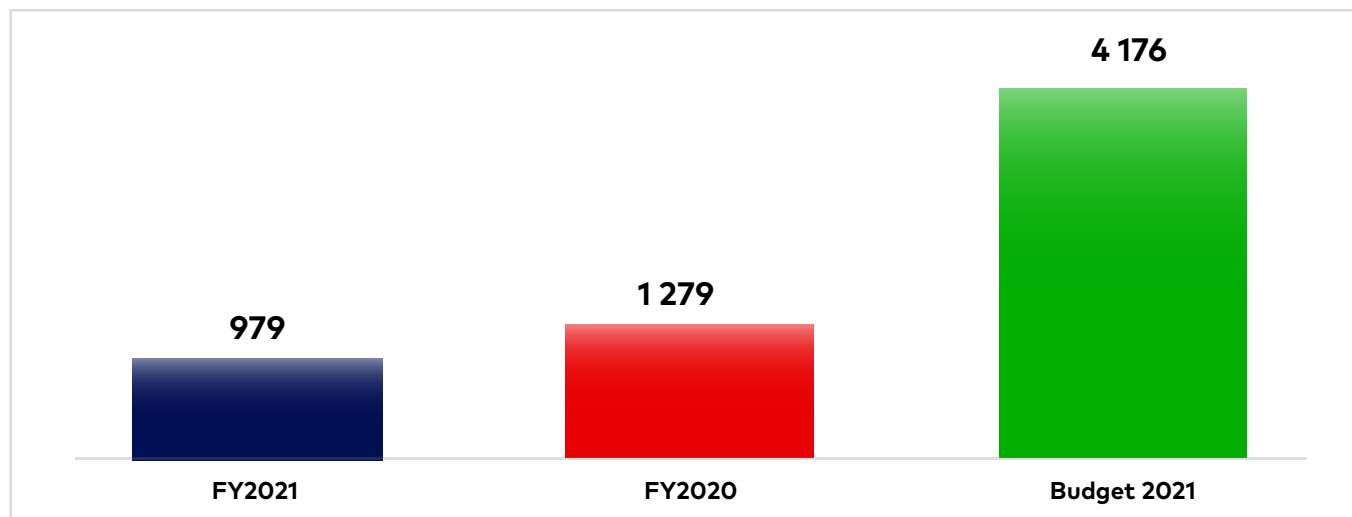
	Réal. 31/12/2021	Budget 2021	% Real.	Réal. 31/12/2020	% Evol.
FRAIS DE GESTION	7 810	7 451	105%	6 116	28%
Frais de personnel	3 512	3 367	104%	2 673	31%
Frais généraux	3 663	3 454	106%	3 080	19%
Amortissements	635	630	101%	363	75%



■ Les charges d'exploitation s'élèvent à XOF 7 810 millions au 31/12/2021 contre un budget à date de XOF 7 451 millions, soit un taux de réalisation de 105%. En comparaison avec les charges d'exploitation réalisées au 31/12/2020 qui se chiffraient à XOF 6 116 millions, nous enregistrons une hausse de 28% due aux éléments ci-après :

- ▶ Les frais de personnel se chiffrant à XOF 3 512 millions connaissent une augmentation de 31% par rapport à l'exercice 2020. Cette augmentation s'explique par :
 - création du poste de DGA
 - la révision de la convention collective des banques
 - les augmentations individuelles sélectives
 - les recrutements (renforcement, ouvertures d'agences).
- ▶ Les frais généraux chiffrés à XOF 3 663 millions au 31/12/2021 connaissent une hausse de XOF 583 millions par rapport à 2020. Cette évolution s'explique par le poids de l'infogérance TSA, le coût des nouvelles agences et points cash et le loyer du 2ème étage du siège.
- ▶ Quant aux dotations aux amortissements, elles se chiffrent à XOF 635 millions au 31/12/2021 contre XOF 363 millions en 2020 soit une augmentation de 75% liée aux acquisitions de matériels informatiques (PC, switch et routeurs) et aux charges immobilisées liées au contrat TSA.

■ Evolution du Résultat Brut d'Exploitation

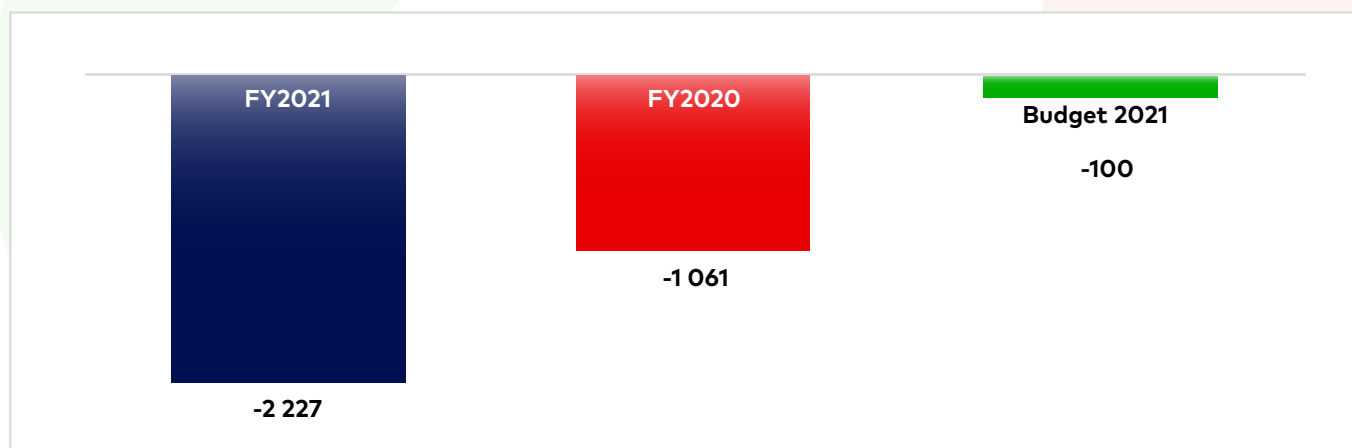


■ Le résultat brut d'exploitation s'élève à XOF 979 millions au 31/12/2021 contre un budget de XOF 4 176 millions, soit un taux de réalisation de 23%. En comparaison avec le résultat brut d'exploitation au 31/12/2020 qui se chiffrait à XOF 1 279 millions, nous enregistrons une baisse de 23%.

■ Cette évolution du RBE s'explique par le poids des frais de gestion et le retard accusé dans le tirage des deals impactant le PNB.

■ Notre coefficient d'exploitation se situe ainsi à 89% au 31/12/2021 contre un budget à date de 64%, soit un gap défavorable de 25 points.

■ Evolution du coût net du risque



■ Le coût net du risque se chiffre à XOF -2 227 millions au 31/12/2021 contre un budget à date de XOF -100 millions. En comparaison avec le coût net du risque réalisé au 31/12/2020 qui se chiffrait à XOF -1 061, nous enregistrons une augmentation de XOF 1 166 millions qui s'explique par les dépréciations passées après le passage de la Commission Bancaire sur les engagements des dossiers :

- Groupe LAH : PETROGIO & FOODS STOP
- SFS
- ZED

■ Evolution du résultat net avant impôt



■ Le résultat net avant impôt de la BICIM est déficitaire de XOF -1 244 millions au 31/12/2021 contre un budget à date de XOF 4 071 millions. Par rapport au résultat net avant impôt réalisé au 31/12/2020 qui se chiffrait à XOF 547 millions, nous enregistrons une détérioration de XOF 1 791 millions due au coût du risque et à la croissance des frais de gestion.

■ RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Badalabougou-Est
TEL : 20 22 82 18
FAX : 20 22 87 86
Email : egcci@egccinternational.com
BP : 3013
BAMAKO – MALI



Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Torokorobougou
TEL : 20 28 23 81 / 66 71 57 97
FAX : 20 28 23 81
Email : cac2c@ac2cmali.com
BP E: 5671
BAMAKO – MALI

Bamako, le 23 juin 2022

BICIM SA
Boulevard Abdelaziz Bouteflika
BP B72
BAMAKO - MALI

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS CONCERNANT L'EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire en date du **21 mai 2020**, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le **31 décembre 2021**, sur :

- l'audit des états financiers annuels de **BICIM SA**, tel qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les autres obligations légales et réglementaires.

I. RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

OPINION :

Notre examen a été effectué conformément aux normes généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Le contrôle légal des comptes consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels.

■ RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il consiste, également, à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que le contrôle légal des comptes auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers annuels de BICIM SA au 31 décembre 2021 tels que présentés en annexe et qui font apparaître un :

	<i>En MFCFA</i>
Total du bilan	187 602
Capital social	10 000
Capitaux propres y compris le résultat	12 715
Résultat net (perte)	-1 365

sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AE2C



Boubacar KANTE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

EXCO-EGCC International



Serge LEPOULTIER
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Officier de l'Ordre National du Mali
Chevalier de l'Ordre National du Mérite Français

■ RÉOLUTIONS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

■ PREMIERE RESOLUTION

■ L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de compléter l'Article 6 « Capital social » des Statuts en indiquant que la liste des apporteurs en numéraire avec, pour chacun d'eux, le montant des apports, le nombre et la valeur des titres sociaux remis en contrepartie de chaque apport sera annexée aux Statuts.

■ DEUXIEME RESOLUTION

■ En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, modifie comme suit l'article 6 des Statuts :

« ARTICLE 6 – Capital social

Le capital social de la société est fixé à la somme de **dix milliards soixante mille (10.000.060.000) Francs CFA**. Il est divisé en **trente-cinq mille (35.000) actions de deux cent quatre-vingt-cinq mille sept cent seize (285.716) Francs CFA** chacune, numérotées de **un (1) à trente-cinq mille (35.000)** entièrement souscrites et libérées ainsi qu'en atteste la déclaration de régularité et de conformité établie par le Notaire à la suite de l'augmentation de capital social décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 mai 2017, à laquelle est annexé le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

La liste des apporteurs en numéraire avec, pour chacun d'eux, le montant des apports, le nombre et la valeur des titres sociaux remis en contrepartie de chaque apport est annexée aux présents statuts. »

■ TROISIEME RESOLUTION

■ L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide d'harmoniser les dispositions du premier alinéa de l'Article 36 des Statuts de la Société à celles du premier alinéa de l'Article 538 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique en offrant la possibilité aux Actionnaires de se faire représenter en Assemblée Générale par le mandataire de leur choix.

■ QUATRIEME RESOLUTION

■ En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, modifie comme suit l'article 36 des Statuts :

« ARTICLE 36 – Représentation des Actionnaires

Tout actionnaire peut se faire représenter par un mandataire de son choix, actionnaire ou non.

Tout actionnaire peut également recevoir les pouvoirs émis par d'autres actionnaires en vue d'être représentés à une Assemblée, sans autre limites que celles résultant des dispositions légales fixant le nombre maximal des voix dont peut disposer une même personne tant en son nom personnel que comme mandataire.

La procuration donnée pour se faire représenter à une Assemblée par un actionnaire doit être établie dans la forme prescrite par l'article 538 de l'Acte Uniforme et déposée ou transmise au siège social trois (3) jours au moins avant la réunion.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les représentants des sociétés actionnaires ont accès aux Assemblées qu'ils soient ou non personnellement actionnaires. »

■ CINQUIEME RESOLUTION

■ L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, donne tous pouvoirs aux porteurs d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes en vue d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

■ DONNEES FINANCIERES

BILAN destiné à la publication			
ETAT : MALI		ETABLISSEMENT : BICIM	
	20211231	D0089	A
C	Date d'arrêté	CIB	L C
POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2020	31/12/2021
1	CAISSE, BANQUES CENTRALE, CCP	14 913	15 498
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	1 684	52 992
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	29 147	69
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	76 529	108 263
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXES	76	70
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
8	AUTRES ACTIFS	3 049	7 059
9	COMPTES DE REGULARISATION	385	193
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	65	65
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
12	PRETS SUBORDONNES	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	185	1 286
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 466	2 107
T	TOTAL	127 499	187 602

BILAN destiné à la publication

ETAT : MALI		ETABLISSEMENT : BICIM	
	20211231	D0089	A
C	Date d'arrêté	CIB	L C
POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2020	31/12/2021
1	BANQUES CENTRALE, CCP		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	30 714	47 811
3	DETTES AL'EGARD DE LA CLIENTELE	79 310	123 374
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	0	0
5	AUTRES PASSIFS	1 312	1 481
6	COMPTES DE REGULARISATIONS	432	766
7	PROVISIONS	1 635	1 455
8	EMPRUNTS ET TITRES SUBORDONNES	0	0
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	0	0
10	CAPITAL SOUSCRIT	10 000	10 000
11	PRIMES LIES AU CAPITAL	0	0
12	RESERVES	2 858	2 906
13	ECARTS DE REEVALUATION	0	0
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	917	1 174
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	321	-1 365
T	TOTAL	127 499	187 602

■ DONNEES FINANCIERES

BILAN destiné à la publication			
ETAT : MALI		ETABLISSEMENT : BICIM	
	20211231	D0089	A
C	Date d'arrêté	CIB	L C
POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2020	31/12/2021
	ENGAGEMENTS DONNES	0	0
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 123	2 452
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	22 831	27 351
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
	ENGAGEMENTS RECUS	0	0
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	161 518	231 284
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

COMPTE DE RESULTAT destiné à la publication

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BICIM

20211231

D0089

A

C

Date d'arrêté

CIB

L C

POSTE	PRODUITS / CHARGES	MONTANTS NETS	
		31/12/2020	31/12/2021
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	6 148	6 342
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	1 797	2 371
3	REVENUS DES TITRES A REVENU	15	0
4	COMMOSSIONS (PRODUITS)	2 980	3 258
5	COMMISSIONS (CHARGES)	429	339
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	0	0
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	432	1 839
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	64	79
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-20	19
10	PRODUIT NET BANCAIRE	7 393	8 788
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	5 846	8 043
13	DAP DES IMMO INCORP ET CORP	363	635
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 184	111
15	COUT DE RISQUE	-966	-1 359
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	2 150	-1 248
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	330	4
18	RESULTAT AVANT IMPOT	548	-1 244
19	IMPOT SUR LES BENEFICES	227	121
20	RESULTAT NET	321	-1 365



AFG Bank Atlantic Financial Group

Hamdallaye ACI 2000 - Rue 286 - Immeuble M1

BP 72 - Bamako - MALI

Tél : 36 006 / (+223) 44 980 700

www.afgbankmali.com

